

Préface

Dans une économie de plus en plus ouverte sur le monde, le processus de renouvellement permanent des entreprises bousculent nos habitudes. Les restructurations que connaît notre pays affectent l'ensemble du tissu productif avec leurs conséquences sur le chômage, la montée des inégalités, l'évolution du marché du travail. Source de forte préoccupation collective, elles mettent en cause nos sécurités. Mais les bouleversements qui sont à l'œuvre drainent aussi des innovations qui génèrent à terme de nouvelles productions et de nouvelles sécurités. Face à ces défis, sécuriser les parcours professionnels est aujourd'hui l'un des enjeux majeurs auxquels les acteurs économiques et sociaux sont confrontés.

La question est d'une grande complexité. Elle entend répondre à deux injonctions fortes : anticiper et prévenir les risques de rupture, permettre une mobilité des personnes dans un cadre sécurisé et faciliter les transitions professionnelles ; mais également favoriser une sécurisation des entreprises, elles-mêmes en évolution dans leurs contours et leurs stratégies, afin de leur faciliter la prise en compte de la sécurisation de leurs salariés.

Les solutions sont ambitieuses : elles condamnent à l'action commune, imposant une évolution des acteurs eux-mêmes dans leurs capacités mutuelles et collectives à bâtir une représentation partagée des finalités poursuivies, à co-construire des stratégies d'action pertinentes. Les mutations économiques et sociales contemporaines, dont la portée est aussi culturelle et sociétale, appellent une prise en charge collective du sujet.

A l'occasion de sa 33^{ème} session nationale, l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) a souhaité se saisir de ces questions en proposant à ses participants une large mise en perspective, en France, mais en menant aussi un travail d'analyse et d'observation de terrain en Allemagne et aux Etats-Unis.

Rassemblant chaque année 30 acteurs économiques et sociaux issus de trois collèges : employeurs ou cadres du secteur privé et organisations professionnelles, syndicalistes et fonctionnaires, les sessions nationales offrent un lieu privilégié de réflexion et d'analyse, ouvert à la confrontation des points de vue, mais distinct des lieux de négociation et de production normative.

Durant près d'un an et au fil des différents modules de la session, les auditeurs, dans leurs différentes composantes et avec leurs différentes sensibilités, ont mené une réflexion ouverte et approfondie, explorant notamment une meilleure prise en compte du territoire pour agir collectivement sur les transitions professionnelles.

Avec le soutien sans faille et l'expertise de haut niveau qu'ont apporté Bernard Gazier, professeur émérite des universités à l'université Paris I, et Carole Tuchsirer, chercheure au Centre d'Etudes de l'Emploi cet ouvrage est le fruit de leurs travaux, nourris par la dynamique des échanges collectifs menés tout au long du processus.

Il n'aurait pu voir le jour sans également l'implication du conseil scientifique et de son équipe organisatrice, et bien sûr l'ensemble des contributeurs, intervenants français et étrangers, acteurs de terrain et experts, qui ont bien voulu accepter de prendre part à la réalisation des travaux.

Il faut en souligner la richesse et la densité en termes d'illustrations, d'analyses et de mise en perspectives. Qu'il puisse, nous l'espérons, enrichir le débat et nourrir utilement des perspectives d'action pour l'ensemble des acteurs parties prenantes de ce défi majeur auxquels notre société est confrontée.

Bernard Bailbé

Directeur de l'INTEFP